



Ambassade de France en Afrique du Sud
Service économique de Pretoria

Pretoria, le 15 décembre 2020
Affaire suivie par : Victor LEON

Enjeux climatiques en Afrique du Sud

L'Afrique du Sud dispose de l'économie la plus intense en carbone du G20 en raison de sa forte dépendance au charbon. Le cœur de l'action climatique est donc la transition énergétique, qui suscite pourtant d'importantes réticences en raison de son impact sur l'emploi. Le défi central est celui d'une transition juste et inclusive.

L'Afrique du Sud, hotspot du changement climatique

Eau et agriculture, premiers secteurs impactés

Selon le GIEC, l'Afrique australe est un *hotspot* du changement climatique. Cela signifie que la région devrait faire face à des élévations de température plus importantes que le réchauffement global moyen : dans l'hypothèse (très optimiste) d'un réchauffement climatique global moyen de 1,5°C, les extrêmes de chaleur seraient de 3 à 4°C plus élevés que les températures correspondantes aujourd'hui. L'Afrique du Sud, déjà touchée par une tension hydrique récurrente notamment dans les régions du Cap occidental et oriental, devrait alors faire face à une insuffisance chronique en eau. De même, l'insécurité alimentaire serait alors amplifiée par la forte baisse du rendement des productions agricoles. Les premières victimes de cette hausse des températures seraient les régions agricoles et les populations les plus vulnérables (populations pauvres, femmes, enfants).

Impacts macroéconomiques conséquents à moyen terme

Le Trésor sud-africain estime une perte nette de 10 % du PIB à horizon 2050, soit 37 Mds USD. Cette perte serait principalement liée à la baisse de rendement du secteur agricole et à l'inadaptabilité des infrastructures, notamment routières. En effet les routes actuelles ne sont pas adaptées à des hausses des températures moyennes de 3 à 4 degrés et à une accélération de la fréquence et de l'intensité des pluies. Enfin, la rareté de l'eau risque de la rendre plus chère, ce qui se répercutera directement sur les coûts de l'industrie.

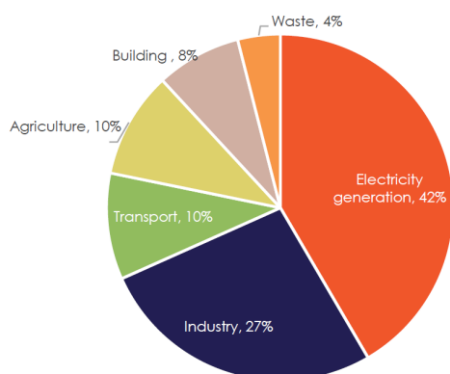
Une économie très intense en carbone

Une empreinte carbone élevée

Le pays est le 16^e plus important émetteur de gaz à effets de serre au monde, avec plus de 497 MtCO₂eq émis en 2016 alors qu'il n'est que le 35^e en matière de PIB et le 25^e pays en population. L'empreinte carbone du pays - qui comprend les émissions directes et indirectes découlant de la consommation du pays et donc les émissions extranationales dues aux importations - est inférieure à l'inventaire national : l'Afrique du Sud est un exportateur net de gaz à effet de serre. Un quart des émissions nationales résulte de la production de biens destinés à l'exportation et la majorité des émissions liées à la consommation domestique est d'origine sud-africaine.

L'intensité carbone par unité de PIB produite est la plus élevée du G20 depuis 2016, ceci en dépit d'un PIB par tête presque deux fois moins important que la moyenne du G20.

La production d'électricité, premier secteur d'émissions



Répartition sectorielle des émissions carbone nationales. Source : DEFF 2019

En 2015, l'Afrique du sud émettait 537 MtCO₂e (forêts et autres usages du sol inclus) soit une hausse de 57% par rapport à 1990. Le premier secteur émetteur est la production d'électricité (40%), suivie par l'industrie (27%), le transport (10%), l'agriculture (10%), la construction (8%) et les déchets (4%). Les deux tiers des émissions sud-africaines trouvent donc leur origine dans les secteurs de la production d'électricité et de l'industrie. Cette prépondérance s'explique notamment par la dépendance du secteur énergétique aux ressources fossiles : l'électricité est générée à 89% par des centrales à charbon (ce qui n'empêche pas l'approvisionnement insuffisant). Le secteur de l'industrie, responsable de près d'un tiers des émissions sud-africaines, est très intense en carbone en raison de sa consommation d'électricité très carbonée. Le mix électrique est donc le facteur central.

Quels leviers pour l'action climatique ?

Transition énergétique juste

Le cœur de l'action climatique en Afrique du Sud est la transition énergétique qui suscite de fortes réticences de la part des puissants secteurs du charbon et des mines. L'impact en matière d'emploi pour la filière du charbon et pour la principale région charbonnière du Mpumalanga, dont l'économie est basée sur les mines et les centrales thermiques, est un argument central. L'enjeu est donc de permettre une transition juste, c'est-à-dire socialement équitable.

L'Integrated Resource Plan adopté en 2019 prévoit, une augmentation de la part des énergies renouvelables avec un mix électrique 58% charbon ; 36% ENR à horizon 2030. A noter que ce plan prévoit aussi la construction de nouvelles centrales dont la durée de vie va impacter durablement les émissions du pays.

Transports et mobilités

Concernant les transports, troisième émetteur, peu de perspectives semblent viables : le développement du transport public se heurte aux problèmes de la très forte insécurité et du coût pour les municipalités comme pour les usagers ; tandis que le développement d'un parc de véhicules électriques est confronté au coût des infrastructures à mettre en place et à une électricité très carbonée, qui contribue à d'importantes émissions indirectes.